



## CTM du 3 septembre 2015

### Déclaration préalable

Monsieur le président,  
Mesdames et Messieurs,

Nous souhaitons la bienvenue à Madame Cécile AVEZARD, nouvelle Directrice des Ressources Humaines de nos Ministères. Nous formons le vœu que son arrivée coïncide avec une reprise du dialogue social.

Monsieur le président, en ce Comité Technique Ministériel de rentrée, l'UNSA souhaite faire un retour sur cette première partie de mandature.

Tandis que les élections générales ont connu une participation de 75% donnant ainsi une légitimité incontestable aux élus, les premiers mois de l'année ont été marqués par une dégradation sans précédent du dialogue social : communication basique sur les retards en matière d'actes de gestion, insuffisance de communication sur la Réforme Territoriale ou encore absence d'écoute sur le dossier RIFSEEP.

Cette situation est inacceptable. L'UNSA est demandeur d'un dialogue social de qualité. Il est de votre responsabilité de renouer ce dialogue.

Nos collègues sont désabusés face aux multiples réorganisations de nos Ministères. Nous vous l'avons dit et redit. Pourtant, loin d'une pérennisation de nos missions et d'une stabilisation des périmètres ministériels, vous poursuivez et amplifiez le mouvement de restructuration et réorganisation.

Quel avenir pour les agents des CRIR ? Quel avenir au sein des DIR ? Quel avenir au sein des DREAL et des DDT ? Quel avenir pour l'Administration Centrale ? De discours en discours les agents entendent la même chose : « c'est pour améliorer le Service Public ». De promesses en promesses, c'est toujours la même boîte à outils RH qui nous est présentée. A peine une trousse de premiers secours devrions-nous plutôt dire...

Monsieur le président, le Service Public ce sont les agents de nos Ministères qui le rendent et non les mouvements désordonnés d'une Administration ne sachant plus quel cap elle doit suivre.

Nous vous demandons de stopper les réorganisations et restructurations répétitives dépendantes de votre autorité.

Qu'en est il des décrets promis pour cette rentrée ?

Le développement durable ne consiste pas simplement en des économies d'énergie ou à préserver des espèces. C'est une vision de la société plus humaine, plus apaisée et prenant soin de toutes ses composantes. Pour les agents de nos Ministères il y a urgence. Ainsi le télétravail, outil qui a fait ses preuves, contribuerait au bien être professionnel. Quand comptez-vous réellement mettre en place cet outil dans notre Administration ?

La reconnaissance des compétences et qualifications professionnelles est très attendue. Or, après l'annonce de vastes plan de requalification, force est de constater que les promesses ne sont pas à la hauteur des attentes. Si une légère et insuffisante ouverture de l'accès à la catégorie B se dessine, c'est une tartuferie qui nous est proposée pour l'accès à la catégorie A. Nous exigeons un plan à la hauteur de la valeur professionnelle des agents. Pour l'UNSA, la question budgétaire n'est sur ce dossier même pas entendable.

Qu'en est il des négociations entre nos ministres et la DGAFP qui devaient se dérouler durant l'été dans la perspective du financement de ce plan de requalification ?

Toujours en matière de progression professionnelle, cette année encore, nous nous insurgons contre le fait de demander à certains candidats aux examens et concours de contribuer financièrement. C'est une pratique contraire à l'égalité de traitement des candidats. En outre, depuis deux ans nous ne cessons de dénoncer des dysfonctionnements dans le déroulement des épreuves (salles inadaptées, absence de confidentialité des copies sur injonction des organisateurs...).

Enfin, nous ne pouvons terminer cette déclaration préalable sans nous exprimer sur le dossier des actes de gestion émis par la DRH. Ce n'est que deux ans après notre première interpellation en CTM que nous sont transmis des documents dignes d'intérêt. Le constat est clair, l'état des lieux en début d'année était catastrophique et la situation reste encore précaire.

A lire votre document vous semblez vous contenter de la résorption d'une partie des retards. L'UNSA demande que vous alliez bien plus loin. Pendant deux ans certains pôles de la sous-direction GAP étaient dans une situation intenable. Le terme de sous-effectif n'est même plus approprié en tel cas. Quelle reconnaissance a été apportée aux agents qui ont littéralement tenu à bout de bras l'édifice ? Quel suivi en matière de RPS leur a été apporté pendant deux ans ? Quels engagements chiffrés êtes-vous prêt à afficher en terme de gestion « du flux » ?

Pour l'UNSA, il est inacceptable que l'Etat employeur soit débiteur vis à vis des ses agents de sommes importantes.

Par ailleurs, nous exigeons la communication du rapport intégral de l'audit du CGEDD sur la sous-direction GAP.

Dans le dossier de la Réforme Territoriale, l'UNSA revendique une information claire des représentants du personnel et de réelles marges de manœuvre et exige de solides mesures d'accompagnement pour les agents impactés par ce chamboulement administratif en tout premier lieu un engagement de maintien des rémunérations pendant 5 ans.

En ce qui concerne les cycles de mobilité nous avons à maintes reprises exprimé notre exigence de maintien des trois cycles annuels de mobilité. Nous vous demandons de confirmer aujourd'hui ce maintien.

En ce qui concerne le RIFSEEP, l'UNSA considère qu'en l'état la réflexion n'est pas aboutie et demandons la reprise d'un groupe de travail sur ce dossier.

Et que dire du silence édifiant des notes de gestion indemnitaires 2015 quant à la transition vers le RIFSEEP pour les corps qui y seront soumis d'autorité.

L'UNSA ne cessera de se tenir aux côtés des agents que la gestion désordonnée de nos Ministères fragilise et place en situation de mal être au travail. Vous êtes en la matière, Monsieur le Secrétaire Général, soumis à une obligation de résultat.

Enfin l'UNSA apporte sa sympathie attristée à la famille, aux proches et aux collègues de notre collègue de la DIR Est qui a perdu la vie en service.